

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa premier de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Librairie Plon, 1986.

ISBN 2-259-01418-6

« Monsieur le garde des Sceaux,

« Pourquoi devient-on ministre ?

« Il se trouve qu'au cours de ma vie j'ai rencontré, fréquenté, parfois connu intimement beaucoup de ministres, particulièrement parmi ceux qui furent les ministres du général de Gaulle. Certes la politique ne va jamais sans compromission, et, même dans une équipe dirigée par le Général, il y avait toujours un ministre ou l'autre dont on se demandait ce qu'il faisait là. Mais du moins dans un gouvernement constitué sous de Gaulle, ensuite sous Pompidou, on distinguait toujours une cohérence certaine qui exprimait une politique définie au sommet, en vue du service du pays, je veux dire

## OUI À LA PEINE DE MORT

au service de la France, d'une France concrète, telle qu'elle existe, fruit d'une longue histoire, élément déterminant d'une Europe déchirée mais qui cherche à se retrouver, qui a existé à l'échelle de la planète où son génie lui a mérité une place à part dans le cœur des peuples.

« Sous Giscard, on a senti s'introduire au cœur du projet gouvernemental une coquetterie de mauvais aloi, une volonté de plaire et de devancer ce qu'on croyait être les désirs de ce qu'on croyait être le peuple, qui ont tout à coup donné à l'équipe gouvernementale un air de goguette, le contraire de ce qui convient à la France. Très justement et avec éclat, les Français ont rejeté une image dont ils sentaient vaguement qu'elle les déshonorait.

« Vint le raz de marée socialiste de 1981. Il y a une tradition socialiste française qui n'a rien de vil. Proudhon, l'anarcho-syndicalisme, la Commune, "les hommes de bonne volonté", la partie inconnue de Drumont, un certain Péguy sont dans une tradition de la France généreuse. Mais cette tradition populaire et française fut, au cours de ce siècle, captée, détournée, colonisée par le marxisme et l'intellectualisme allemand, contaminée profondément par

## OUI À LA PEINE DE MORT

une idéologie qui, dans tous les pays soviétiques, révèle son caractère criminel de haine militante de Dieu, de l'homme et de la liberté. Une équipe ministérielle sous Giscard ressemblait à un *Embarquement pour Cythère* encanaillé; sous Mitterrand une équipe ministérielle évoque plutôt Jheronimus Bosch et *la Nef des fous*. Quoi qu'il ait dit de son "idée de la France", de Gaulle n'avait pas pour la France une idée, mais un projet, une ambition, nous dirions en termes de biologie moderne une programmation génétique, c'est-à-dire des "informations", à la fois connaissances, connivences, impulsions, en accord fondamental avec l'élan millénaire d'un peuple qui ne s'est jamais laissé imposer de l'extérieur son destin.

« Tout à coup, en 1981, au sommet de l'État, on se mit à avoir des idées. Ce furent moins des hommes que des idées qui accédèrent au pouvoir. Sous les contradictions bien réelles d'un destin politique mouvementé, voilà peut-être l'unité d'un personnage aussi "ondoyant et divers" que Mitterrand : il a été maurrassien, pétainiste, il est maintenant socialiste, il change d'idées, mais il n'a jamais que des idées. Maurras se félicitait qu'avec Pétain ses idées fussent au

## OUI À LA PEINE DE MORT

pouvoir. Avec Mitterrand, président de la République, ce sont d'autres idées qui sont au pouvoir, mais ce sont encore des idées. Les idées sont la catastrophe des nations comme des individus. Elles sont toujours prêtes à devenir folles.

« Malheureusement, monsieur le garde des Sceaux, vous aussi vous avez des idées, et vous avez été fait ministre de la Justice pour vos idées, comme les quatre ministres communistes ont été introduits dans le gouvernement Mauroy pour leurs idées. Ils ont quitté le bateau pour un autre motif que leurs idées. Chez les communistes, les idées le cèdent toujours à une praxis et à un opportunisme dont le moteur est à Moscou.

« Mais vous, vous êtes resté. Parce que vos idées sont toujours au pouvoir, vous y êtes aussi. Les idées ne sont pas la réalité, elles se substituent à la réalité. Le propre du schizophrène est d'être coupé de la réalité; mais cela n'empêche pas le malheureux d'avoir des idées, il n'en a même habituellement qu'une seule avec laquelle il est enfermé, qu'il caresse indéfiniment et qu'il nourrit de sa propre substance. Cette idée, parce qu'elle n'est qu'une idée, est toujours fautive, elle ne correspond pas

## OUI À LA PEINE DE MORT

à la réalité, elle coupe au contraire le sujet de la réalité.

« Monsieur le garde des Sceaux, je ne conteste absolument pas que vous ayez de l'homme une idée haute et généreuse, mais ce n'est qu'une idée qui malheureusement vous suffit. Vous sacrifiez les hommes à l'idée que vous vous faites de l'homme. Dans leur réalité, vous ne savez pas ce que sont les hommes et vous ne voulez pas le savoir. Vous légiférez pour des hommes réels à partir d'une idée purement abstraite que vous avez de l'homme. Et toutes les expériences que vous pourrez faire des hommes réels ne vous serviront à rien, car vous êtes définitivement enfermé à l'intérieur de la carapace de votre idée rousseauiste de l'homme, foncièrement bon, que seule la société corrompt. Vous transférez instinctivement sur la société la responsabilité de tout ce que les hommes peuvent faire de mal ou de criminel. Le paradoxe d'un gouvernement socialiste est qu'il veut amender, éventuellement punir la société, au lieu d'amender et de châtier les hommes qui commettent des crimes. C'est une bien mauvaise position, vouée nécessairement à l'échec, pour un éducateur, que de détester au départ l'être dont on lui a confié l'éduca-

tion. Parce qu'ils détestent la société, qu'ils la détestent viscéralement, les socialistes devraient être les derniers à se charger d'elle. Les socialistes corrompent nécessairement toute société qui leur tombe entre les mains, parce qu'ils l'accusent *a priori* non seulement d'être corrompue, mais irréformable et corruptrice.

« Voilà pourquoi vous êtes ministre d'un gouvernement socialiste, vous y êtes ministre de la Justice, vous y êtes à votre place, vous avez tous les critères qui garantissent l'authenticité socialiste d'un gouvernement : vouloir réformer ce qu'on prétend irréformable et corrupteur est une entreprise proprement démentielle. C'est à cette entreprise que vous vous êtes voué. Quel malheur pour la France, pour les Français, pour vous-même !

« Dans la tradition française, je déteste Descartes et j'admire totalement Claude Bernard, cet homme de grand génie qui soumettait toutes ses idées à l'autorité de l'expérience. Je crois avoir quelque expérience des hommes, je sais, pour l'avoir vu, qu'ils sont capables du meilleur et du pire. Je ne nie pas sur eux l'influence de l'éducation et de la société. Mais je sais que ce sont eux qui font d'une société qu'elle est bonne

ou mauvaise, et non le contraire. Quand on a la charge d'une société, il importe au plus haut point de tenir compte de la nature des hommes tels qu'ils sont et, dans votre cas, des actes des hommes, car on juge les hommes à leurs actes. C'est à vous, ministre de la Justice, qu'il incombe de les juger.

« J'ai suivi attentivement vos interventions publiques. Je ne me souviens pas que vous ayez jamais donné une définition de la justice. D'où chez moi un premier malaise : il m'est difficile de respirer dans un monde sans définitions. Disons que, pour le commun des gens, la justice consiste à rendre à chacun son dû, à respecter l'antique règle que les paysans d'Auvergne expriment de façon fruste mais non équivoque : " À chacun ça sien ! " La justice est inconcevable sans propriété. Ma vie est à moi, le fruit de mon travail est à moi. Si je suis marié et père de famille, ma femme et mes enfants sont à moi, et je suis *leur* incontestablement. Je conçois donc très bien qu'il soit difficile d'être ministre de la Justice dans un gouvernement socialiste puisque le socialisme est précisément une contestation de la propriété privée. Les socialistes n'ont jamais renié la fameuse formule de Proudhon : " La propriété, c'est le vol. " Si

## OUI À LA PEINE DE MORT

on pousse jusqu'à ses extrêmes conséquences une telle formule, il est clair qu'il ne peut y avoir de délit, qu'il n'y a plus de crime, qu'il n'y a même plus de meurtre, puisque chacun est le voleur de ce qui est à lui, y compris sa vie. Tout délit se pare de l'honorabilité d'une restitution plus ou moins occulte.

« Alors j'essaie de deviner quelle peut bien être sinon votre définition, du moins votre rêverie de justice. Car je crois bien que vous rêvez la justice. Vous rêvez une justice sans coercition, une justice sans châtiment, une justice sans vengeance, une justice de persuasion sans aucune force de dissuasion, une justice sans contrainte fondée sur le libre consentement de chacun, y compris pour se laisser dépouiller. Je ne conteste pas que ce ne soit un beau rêve, mais c'est assurément un rêve. Vous dormez, monsieur le garde des Sceaux, et vous faites de beaux rêves, vous êtes bien le seul en France à avoir un sommeil aussi enchanté.

« Un jour, vous avez parlé de " l'Europe des valeurs ". Cela m'a donné l'idée de relire Eschyle et Sophocle, car tout le théâtre grec est hanté par la justice, fondement de la Cité. Et il me semble que le patrimoine de la Grèce antique fait au

## OUI À LA PEINE DE MORT

premier chef partie de l'Europe des valeurs. Chemin faisant, j'ai trouvé dans *les Euménides* d'Eschyle une définition admirable de votre fonction présente de ministre de la Justice : " la sentinelle qui veille sur le sommeil du pays ". J'ai peur que cette définition ne vous condamne : on ne peut à la fois veiller sur le sommeil des autres et dormir soi-même. Or vous rêvez, et on ne rêve pas sans dormir. Vous devriez être le seul en France à ne pas avoir le droit de dormir, et c'est vous le seul à faire de beaux rêves. Tous les autres Français font des cauchemars.

« Toujours dans *les Euménides*, Athéna, la déesse éponyme d'Athènes, donne à sa ville cette règle d'or :

*Ni anarchie ni tyrannie, telle est la règle  
Que je conseille à mes citoyens de respecter.  
Mais qu'ils se gardent de bannir de la ville  
toute crainte,  
Car, sans la crainte, quel est l'humain qui  
peut demeurer juste ?*

« Votre erreur, dont nous pâtissons tous, est de nous imposer votre rêve de *justice sans crainte* parce que sans châtiment et sans vengeance du crime accompli, ce qui rassure à l'avance les malfaiteurs au lieu de les effrayer.

## OUI À LA PEINE DE MORT

« Napoléon III, ayant fait son coup d'État en décembre 1851, pour ensuite le justifier et pour obtenir par plébiscite l'approbation massive des Français, a solennellement déclaré : " Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent ! " En quatre ans d'exercice souverain de la justice, vous, monsieur le garde des Sceaux, êtes parvenu à ce résultat stupéfiant qu'en fait, dans notre pays, ce sont les bons qui tremblent et les méchants qui sont rassurés. C'est grave, très grave, c'est même très dangereux. Vous avez plus que tout autre créé le climat propice à un coup d'État et à la naissance d'une tyrannie. Je n'aime pas plus que vous la tyrannie, mais si vous la détestiez autant que vous le croyez, vous vous garderiez d'en favoriser l'éclosion.

« Oh ! je le sais bien, vous n'avez fait qu'amplifier une tendance du septennat précédent : tout ce que vous avez aboli, tout ce que vous avez fait, Giscard d'Estaing rêvait déjà de l'abolir et de le faire. Les rêveurs de tous les camps se ressemblent tellement que le mystère est qu'ils ne se trouvent pas tous dans le même camp. Mais le rêve d'un rêveur ne justifie en rien le rêve de l'autre. Cela dit, je préfère

## OUI À LA PEINE DE MORT

encore un rêveur dont on sait qu'il rêve à un somnambule dont on peut croire qu'il est éveillé. Soyez satisfait, je vous donne la préférence sur Giscard d'Estaing.

« Prenez garde pourtant. Le risque propre de l'homme public est qu'on le tienne pour responsable plus encore de ses actes que de ses intentions, et plus encore de l'image qu'on a de lui que de la réalité de sa personne. Les Français sont le moins crédule de tous les peuples. Pour croire, ils demandent non seulement à voir mais à toucher. Ils ont voulu faire l'expérience socialiste. Ils ont tâté du socialisme. Ils ont voulu savoir pour sûr ce qu'il en était de ce fantôme dont on leur rebattait les oreilles, susceptible de résoudre instantanément tous leurs problèmes individuels et collectifs et de les ramener vite fait à l'âge d'or. Ils ont vu, ils ont touché, ils n'y croient plus parce qu'ils l'ont jugé pour ce qu'il est : un attrape-nigaud.

« Vous me direz qu'Eschyle, Sophocle sont tributaires de mythes trop archaïques pour qu'ils puissent nous faire la leçon. Mais Homère, Eschyle, Sophocle ne sont grands que parce qu'ils ont exprimé une fois pour toutes la grandeur, les contraintes, les espérances des hommes,

OUI À LA PEINE DE MORT

“ malheureuse race, dont le sort est démesuré ”, comme le dit Sophocle.

« Vous, Maître Badinter, ministre de la Justice depuis 1981, quelle image laisserez-vous de vous-même ? Y avez-vous pensé parfois ? Pour orienter votre méditation, je vous laisse ces mots de Sophocle dans *Philoctète* : “ Prends garde de te porter constamment au secours des malfaiteurs, de peur qu’à la fin on ne te prenne pour l’un d’entre eux ! ” »

Le présent livre est daté. Je l’ai écrit au cours de l’été 1985, an IV du règne de François Mitterrand. Je l’ai écrit à la hâte mais avec beaucoup de soin, le métier d’écrire ne supportant aucun laisser-aller. Je l’ai écrit à la hâte parce que je voulais prendre date avant les échéances électorales décisives qui attendent mon pays. Je l’ai écrit à la suite d’un long article que j’ai publié, sur le même sujet, dans *le Figaro-Magazine*, et qui m’a valu un abondant courrier contrasté d’injures et de félicitations. Il m’a semblé que le sujet de la peine de mort mobilisait les Français, mais que, la passion s’en mêlant, ils n’y voyaient pas très clair. J’ai voulu les aider à y voir clair. À ceux qui m’ont approuvé, je désire donner de nouveaux arguments pour approfondir